

Le 25 septembre 2015

### Ralentissement des évolutions monétaires

Après une augmentation quasi continue entre juillet 2014 et juillet 2015, le taux de croissance des dépôts à vue diminue en août pour atteindre + 14,6 % (après + 15,9 % en juillet 2015 et + 3,9 % en juillet 2014). La croissance des dépôts à terme inférieur à 2 ans se fait moins forte (+ 4,6 %, après + 9,1 %) tandis que la décollecte des comptes sur livret (- 1,7 %, après - 1,8 %) et celle des titres d'OPC monétaires (- 3,8 %, après - 3,0 %) se poursuivent.

Au total, la hausse des placements monétaires des résidents auprès des institutions financières monétaires françaises fléchit en août (+ 4,0 %, après + 4,9 % en juillet). Après prise en compte des engagements et avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro, la composante française de l'agrégat M3 ralentit également (+ 4,8 %, après + 5,5 %).

#### France : ressources monétaires des institutions financières monétaires

	Encours (en Mds €) (a)	Taux de croissance annuel (en %) (a)		
		août-15	juin-15	juil-15
Dépôts à vue	721	14,4	15,9	14,6
<b>= Ressources résidentes incluses dans M1</b>	<b>721</b>	<b>14,4</b>	<b>15,9</b>	<b>14,6</b>
Dépôts à terme ≤ 2 ans	135	7,6	9,1	4,6
+ Comptes sur livret	612	-1,9	-1,8	-1,7
<b>= Ressources résidentes incluses dans M2-M1</b>	<b>747</b>	<b>- 0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>- 0,5</b>
Titres d'OPC monétaires	252	-5,2	-3,0	-3,8
+ Pensions	23	-24,3	-22,6	-28,2
+ Titres de créance ≤ 2 ans	58	10,6	0,7	-0,7
<b>= Ressources résidentes incluses dans M3-M2</b>	<b>333</b>	<b>- 4,3</b>	<b>- 4,1</b>	<b>- 5,5</b>
<b>Total des ressources résidentes incluses dans M3</b>	<b>1 801</b>	<b>4,2</b>	<b>4,9</b>	<b>4,0</b>
+ Engagements monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	181	-1,6	2,4	4,0
- Avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	38	-24,8	-25,2	-27,5
<b>= Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro</b>	<b>1 944</b>	<b>4,5</b>	<b>5,5</b>	<b>4,8</b>

(a) Données cvs.

Source : BdF

#### Complément

L'encours des avoirs monétaires (hors billets et pièces) est constitué de placements d'une durée inférieure ou égale à 2 ans que les agents détenteurs de monnaie (ménages, sociétés non financières, administrations publiques hors administration centrale, sociétés d'assurance, OPC non monétaires, entreprises d'investissement et organismes de titrisation, pour l'essentiel) détiennent auprès des institutions financières monétaires (établissements de crédit, sociétés de financement, Caisse des dépôts et consignations, OPC monétaires et banque centrale).

Les comptes sur livrets comprennent les livrets A, les livrets de développement durable, les comptes d'épargne logement, les livrets d'épargne populaire, les livrets jeunes et les livrets ordinaires. L'épargne réglementée est en partie centralisée au Fonds d'épargne géré par la Caisse des dépôts et consignations et ne fait ainsi que transiter par les bilans des banques. À fin août 2015, au sein des 612 milliards de comptes sur livrets, 242 milliards sont estimés être centralisés au Fonds d'épargne. Les pensions sont des opérations d'achats temporaires de titres par la clientèle (notamment entreprises, assurances et OPC non monétaires). Les titres de créance à moins de deux ans comprennent principalement des certificats de dépôts émis par les banques françaises et souscrits par des clients qui n'ont pas la qualité d'établissement de crédit ou d'OPC monétaires.

Les taux de croissance des encours sont calculés en corrigeant les variations d'encours des effets ne résultant pas de transactions économiques, en particulier des corrections d'erreurs de classement, mais pas des effets de change.

Les demandes d'abonnement aux Stat info peuvent être adressées à [2503-DIFFUSION-UT@banque-france.fr](mailto:2503-DIFFUSION-UT@banque-france.fr)